



Transformer les communautés pour la paix :

"Documentation des expériences de consolidation inclusive de la paix au Burundi"



Transformer les communautés pour la paix :

"Documentation des expériences
de consolidation inclusive
de la paix au Burundi"



Women's
International
Peace Centre

 **JUST
FUTURE**

Cordaid



Table of Contents

Résumé	1
1.0 Introduction	3
1.1 Le contexte burundais	3
2. Méthodologie	5
2.1 Objectif et finalité	6
3.0 Activités mises en œuvre par le WIPC en partenariat avec l'AFRABU	7
3.1 Aperçu des questions clés que le WIPC a cherché à traiter	7
3.2 Interventions en matière de renforcement des capacités	8
3.2.1 : Séances de formation	9
3.2.2 : Autonomisation des jeunes pour le plaidoyer en faveur de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (résolution 2250)	10
3.2.3 : Ateliers de formation sur la responsabilité, le leadership, le lobbying et le plaidoyer	15
3.2.4 : Formation des organisations communautaires et des réseaux partenaires sur la responsabilité et l'architecture de l'Union africaine (UA)	16
3.3 Échanges d'expériences Sud-Sud	21
3.3.1 Visite d'échange en Casamance, au Sénégal	22
3.3.2 Visite d'échange au Rwanda ; leadership des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés	23
3.4 Réseautage et engagement communautaire ; débats radiophoniques et études ciblées	30
3.4.1 TÉtudes ciblées	32
4.0 Conclusion, enseignements tirés et recommandations	34
4.1 Conclusion	34
4.2 Leçons apprises	34
4.3 Principales recommandations	36

Résumé

Women's International Peace Centre (Centre international des femmes pour la paix-WIPC), en collaboration avec l'AFRABU, a mis en œuvre une série d'interventions au Burundi afin de promouvoir la gouvernance inclusive, le leadership des femmes et la consolidation de la paix. Cette initiative visait à remédier aux inégalités persistantes entre les sexes et aux inégalités structurelles qui continuent de limiter la participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés à la gouvernance et aux processus décisionnels. Bien que ces groupes représentent la majorité de la population burundaise (les femmes constituant plus de la moitié et les jeunes près d'un quart), ils restent sous-représentés dans les fonctions publiques et exclus des processus clés de paix et de développement.

Pour relever ces défis, le WIPC et l'AFRABU ont adopté une approche intégrée combinant renforcement des capacités, plaidoyer, engagement politique et dialogue communautaire. Les interventions ont été conçues pour renforcer les compétences en matière de leadership et de plaidoyer, promouvoir une gouvernance sensible au genre et améliorer la participation civique. La diffusion et la mise en œuvre de cadres internationaux et nationaux, notamment les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies et la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (SN/JPS), ont été au cœur de ces efforts.

Les principales activités comprenaient une série d'ateliers de formation sur le leadership, la responsabilité, le lobbying et la défense des droits; des Séances sur l'autonomisation des jeunes autour de la résolution 2250; et des formations sur le renforcement des capacités destinées aux organisations et réseaux communautaires sur la responsabilité et l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine. En outre, des échanges d'apprentissage Sud-Sud au Rwanda, en Casamance (Sénégal) et en Ouganda ont permis l'apprentissage entre pairs, le partage d'expériences et l'adoption de bonnes pratiques en matière de consolidation inclusive de la paix.

L'engagement communautaire a été renforcé grâce à des débats radiophoniques, des cafés presse et des forums de dialogue qui ont servi de plateformes pour l'éducation civique, la participation électorale et la responsabilité. En outre, le WIPC et l'AFRABU ont mené des études ciblées sur la participation des jeunes aux comités de paix et la mise en œuvre de la CEDAW 30 ans après sa ratification au Burundi. Ces études ont généré des données ventilées et des preuves pour éclairer le plaidoyer, la formulation des politiques et la conception d'interventions inclusives.

Les interventions ont donné des résultats tangibles. Les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés ont renforcé leurs capacités de leadership et leur confiance pour participer activement à la gouvernance et aux processus de paix. La collaboration entre les organisations de la société civile, les autorités locales et les médias a été renforcée, créant des synergies pour un plaidoyer inclusif et un engagement politique fondé sur des données probantes. Il est important de noter que les études ciblées ont attiré l'attention nationale sur la nécessité d'un engagement renouvelé en faveur de l'égalité des sexes et de la gouvernance inclusive, contribuant ainsi à la mise en œuvre continue de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité.

Les enseignements tirés soulignent que la participation inclusive favorise l'appropriation et la durabilité, que les partenariats entre la société civile, le gouvernement et les acteurs des médias amplifient l'impact du plaidoyer et que la communication sensible à la culture renforce l'efficacité. L'utilisation de la radio communautaire et du dialogue participatif s'est avéré particulièrement efficace pour promouvoir la paix, l'engagement civique et la cohésion sociale.

Le rapport recommande de renforcer les mécanismes institutionnels favorisant une participation inclusive, d'intensifier l'éducation civique et la formation au leadership pour les femmes et les jeunes, de soutenir l'engagement des jeunes dans les programmes de paix et de sécurité, et d'institutionnaliser la programmation fondée sur des données probantes grâce à des études ciblées régulières. En outre, il sera essentiel de favoriser la coordination entre les OSC, les autorités locales et les médias, ainsi que de promouvoir une participation électorale pacifique et éclairée, afin de garantir un impact durable.

Dans l'ensemble, le partenariat entre le WIPC et l'AFRABU démontre que des approches inclusives, collaboratives et fondées sur des données probantes sont essentielles pour lutter contre les inégalités structurelles, amplifier les voix marginalisées et faire progresser la paix durable et la gouvernance démocratique au Burundi.

1. Introduction

Le Centre international des femmes pour la paix (The Peace Centre) poursuit son engagement en faveur de la promotion de l'égalité des sexes, de la gouvernance inclusive et de la paix durable dans les régions fragiles et touchées par des conflits en Afrique. Au Burundi, le travail du Centre pour la paix s'est concentré sur le renforcement du leadership, de la participation et de l'influence des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans les processus de gouvernance et de consolidation de la paix. Ces efforts ont été mis en œuvre en collaboration avec des partenaires locaux, notamment l'Association des femmes recherchant la paix au Burundi (AFRABU) et d'autres parties prenantes qui partagent une vision de communautés inclusives et résilientes.

Ce rapport présente une documentation des meilleures pratiques, des réussites et des enseignements tirés des interventions mises en œuvre au Burundi sur plusieurs années. Dans un contexte marqué par un rétrécissement de l'espace civique, une instabilité sécuritaire régionale et un accès limité des communautés aux ressources économiques et sociales, les interventions visaient à autonomiser les acteurs de la société civile et à renforcer les capacités locales en matière de paix et de justice.

La documentation met en évidence la manière dont des approches inclusives et sensibles au genre peuvent transformer les paysages de la gouvernance et de la consolidation de la paix, même dans des environnements contraints. Elle rend compte des voix des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés qui ont souvent été exclus des espaces décisionnels formels, mais qui restent essentiels pour construire une paix équitable et durable.

Ce rapport est destiné à servir à la fois d'outil d'apprentissage et de plaidoyer. Il offre des informations fondées sur des données factuelles sur les mesures efficaces pour favoriser l'inclusion et la participation civique et fournit une base pour reproduire et étendre les modèles réussis au Burundi et au-delà. En documentant ces expériences, le Centre pour la paix affirme son engagement à faire en sorte que les connaissances, les innovations et la résilience des acteurs locaux continuent à façonner les politiques et les pratiques dans la poursuite de la justice, de la paix et de l'égalité.

1.1 Le contexte burundais

Le Centre international des femmes pour la paix (WIPC) a mis en œuvre ses interventions au Burundi dans un environnement sociopolitique complexe et en constante évolution, caractérisé par la fragilité, un espace civique limité et des inégalités persistantes entre les sexes. Au cours de la dernière décennie, le Burundi a connu des cycles récurrents de tensions politiques et d'instabilité qui ont profondément affecté les structures de gouvernance, la cohésion sociale et le paysage sécuritaire global. Par exemple, l'indice de développement humain du pays s'élevait à 0,42 en 2022, ce qui le place parmi les plus bas au niveau mondial, et l'indice d'inégalité entre les sexes était de 0,50 (ONU Femmes). L'espace civique est resté restreint, les organisations de la société civile et les acteurs communautaires disposant de peu de possibilités de s'engager de manière significative dans la gouvernance ou d'influencer les processus décisionnels.

Au niveau communautaire, de graves difficultés socio-économiques ont encore aggravé ces défis. Selon le recensement de 2024, la population du Burundi était estimée à environ 12,3 millions d'habitants, dont environ 52 % de femmes, et environ 72,5 % de la population vivait dans des zones rurales. Si la ruralité reste élevée, l'accès aux ressources productives, aux infrastructures et aux services reste très limité. Bien que le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans, tel que cité au niveau international, soit faible (environ 1,62 % en 2024), ce chiffre masque le fait que l'économie est majoritairement informelle, dépendante de l'agriculture, et que la pauvreté reste extrêmement élevée, environ 65 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national.

Le taux d'activité s'élevait à environ 53 % en 2024, ce qui souligne le défi que représentent l'absorption du marché du travail et l'emploi significatif. Ces conditions ont renforcé les schémas d'exclusion et de vulnérabilité, en particulier pour les femmes, les jeunes et les groupes minoritaires.

Les inégalités entre les sexes continuent d'être une préoccupation transversale. Malgré l'existence de cadres juridiques et politiques progressistes soutenant les droits et la participation des femmes (par exemple, un quota constitutionnel minimum de 30 % de femmes aux postes de décision), les normes sociales et les obstacles institutionnels profondément enracinés ont entravé la pleine réalisation de l'égalité des sexes. Par exemple, les femmes occupaient 38,2 % des sièges au Parlement en février 2024. Dans le même temps, les statistiques montrent que les hommes continuent de dominer les postes de haut niveau dans le secteur public : par exemple, les femmes ne représentaient que 12 % des membres du Conseil national de sécurité en 2023.

En outre, parmi les jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans, 19 % avaient été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans, ce qui indique que le mariage précoce reste un facteur limitant l'accès des jeunes femmes à l'éducation et à la participation. Les incidents de violence sexiste persistent ; en 2018, 22,1 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime actuel ou ancien au cours des 12 derniers mois.

Au niveau régional, la proximité du Burundi avec des pays voisins touchés par des conflits et son intégration dans la région des Grands Lacs ont également influencé le contexte sécuritaire. Les tensions transfrontalières, les mouvements de population et l'instabilité régionale présentent des risques supplémentaires pour la consolidation de la paix et la résilience des communautés. Dans ce contexte, les interventions du WIPC visaient à fournir des espaces de dialogue sûrs et inclusifs, à renforcer les capacités des femmes et des jeunes leaders et à promouvoir des approches collaboratives en matière de paix et de gouvernance.

Dans ce contexte, le WIPC et ses partenaires ont œuvré pour renforcer la capacité de la société civile à s'engager de manière constructive avec les institutions étatiques, à plaider en faveur d'une gouvernance sensible au genre et à renforcer la résilience des communautés. À travers la documentation, la formation et le plaidoyer, les interventions visaient non seulement à relever les défis immédiats, mais aussi à contribuer à une transformation à long terme vers des sociétés inclusives, justes et pacifiques au Burundi.

2. Méthodologie

Cet exercice de documentation a été entrepris afin de recueillir et de partager les expériences, les enseignements et les meilleures pratiques issus des interventions du Centre international des femmes pour la paix au Burundi. Le processus a été conçu de manière à garantir que les points de vue des différentes parties prenantes, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, soient pris en compte dans le rapport final. Une approche participative et inclusive a donc été adoptée tout au long des phases de collecte et d'analyse des données afin de garantir l'authenticité et la pertinence des conclusions.

La collecte des données a été effectuée par une équipe multidisciplinaire composée d'enquêteurs ayant une grande expérience de la recherche et une meilleure compréhension du contexte des communautés. Ceux-ci étaient supervisés par une équipe de collaborateurs expérimentés du Centre pour la paix, l'Association des femmes recherchant la paix au Burundi (AFRABU), dirigée par le responsable du suivi, de l'évaluation, du reporting et de l'apprentissage (MERL) du Centre pour la paix. L'équipe a utilisé une combinaison de méthodes qualitatives pour recueillir des preuves et des informations, notamment:

- ▶ **Des discussions de groupe (FGD) :** six (06) FGD ont été menées avec des femmes, des jeunes et des membres de groupes marginalisés afin d'explorer leurs expériences, leurs perceptions et les résultats des interventions.
- ▶ **Entretiens avec des informateurs clés (KII) :** douze (12) entretiens ont été menés avec des administrateurs locaux, des organisations partenaires, des enseignants, des dirigeants d'organisations communautaires et des bénéficiaires afin d'obtenir des points de vue détaillés sur la mise en œuvre, les défis et les résultats obtenus.
- ▶ **Examen des documents :** les rapports existants, les manuels de formation, les données de suivi et les résumés des activités du projet ont été examinés afin de recouper les informations et de valider les thèmes émergents.

La collecte de données a eu lieu dans certaines provinces de Bujumbura (Mairie), Makamba, Bururi, Mwaro, Rumonge et Cibitoke où le Centre pour la paix et ses partenaires ont mis en œuvre des interventions, afin de garantir une vision représentative de la portée géographique et thématique du projet. Le processus a également mis l'accent sur l'inclusion de participants issus de milieux divers, ruraux et urbains, femmes et hommes, jeunes et adultes, afin d'obtenir une compréhension globale de l'impact et de la durabilité des interventions.

Les données recueillies ont été synthétisées et analysées par thème afin d'identifier les modèles de réussite, d'innovation et d'apprentissage. Une attention particulière a été accordée aux approches qui se sont révélées efficaces pour renforcer l'inclusion, le leadership et la résilience des femmes et des jeunes. Les résultats ont ensuite été validés par le biais de consultations avec les partenaires et les principales parties prenantes afin de garantir leur exactitude, leur appropriation et leur pertinence pratique.

En fin de compte, cette méthodologie a permis de garantir que la documentation reflète non seulement les résultats obtenus, mais aussi les voix et les réalités vécues par ceux qui ont participé aux interventions et en ont bénéficié. Elle fournit une base factuelle solide pour le plaidoyer, l'apprentissage et la reproduction au Burundi et au-delà.

2.1 Objectifs et but

L'objectif de la documentation « Transformer les communautés pour la paix : expériences de consolidation inclusive de la paix au Burundi » est de recueillir et de partager de manière systématique les approches efficaces, les enseignements tirés, les réussites et les innovations qui ont contribué à transformer les communautés et à favoriser la paix au Burundi. Ce rapport vise à préserver et à diffuser les connaissances générées par les interventions du Centre international des femmes pour la paix, en soulignant comment les pratiques inclusives de consolidation de la paix fondées sur l'égalité des sexes, le leadership des femmes et la participation communautaire ont renforcé la cohésion sociale et la résilience.

À travers ce processus, la documentation visait spécifiquement à :

- ▶ Promouvoir l'apprentissage et la réflexion parmi les parties prenantes afin d'améliorer les futurs programmes en matière de consolidation de la paix, de justice et de gouvernance.
- ▶ D'éclairer les efforts politiques et de plaidoyer qui favorisent une consolidation de la paix inclusive et sensible au genre aux niveaux communautaire et national.
- ▶ Démontrer la responsabilité et célébrer l'impact du Centre international des femmes pour la paix dans la transformation des vies et la promotion de la coexistence pacifique ; et
- ▶ Fournir une base pour reproduire et étendre les modèles efficaces de consolidation inclusive de la paix au Burundi.

3. Activités mises en œuvre par le WIPC en partenariat avec l'AFRABU

3.1 Aperçu des questions clés que le WIPC a cherché à traiter

Au Burundi, les femmes, les jeunes et les personnes issues de groupes marginalisés constituent une part importante de la population et jouent donc un rôle central dans toute transformation sociale significative et durable. Avec près de la moitié de la population du pays âgée de moins de 18 ans et les adolescents âgés de 10 à 19 ans représentant environ 23 % de la population totale (UNICEF, 2024), l'engagement des jeunes dans les processus décisionnels et de consolidation de la paix est essentiel pour la stabilité et le développement à long terme du pays. De même, les femmes représentent plus de la moitié de la population du Burundi, mais les inégalités structurelles et les barrières socioculturelles continuent de limiter leur pleine participation à la gouvernance et au leadership.

Malgré leur poids démographique, les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, notamment les personnes handicapées et les minorités ethniques telles que les Batwa, restent sous-représentés dans les espaces de prise de décision politiques, sociaux et économiques. Bien que les femmes occupent 38,2 % des sièges au Parlement en février 2024 (données de l'ONU Femmes, 2024), leur participation aux niveaux de gouvernance locale reste limitée et leur influence significative dans les décisions communautaires et politiques est encore restreinte. Les jeunes sont confrontés à une exclusion similaire : ils représentent environ 35 % de la main-d'œuvre nationale, mais le chômage et le sous-emploi restent élevés en raison d'un accès limité à l'éducation, à la formation professionnelle et aux possibilités de prise de décision (Banque mondiale, 2024).

Plusieurs défis interdépendants perpétuent cette exclusion. Parmi ceux-ci figurent l'accès insuffisant à l'information et à l'éducation civique, le manque de compétences en matière de plaidoyer et de leadership, ainsi que les normes socioculturelles qui découragent la participation active à la vie publique. De nombreuses femmes et jeunes souffrent d'une faible estime de soi et manquent de confiance pour participer librement aux processus de gouvernance. La connaissance limitée des droits, en particulier chez les femmes et les populations marginalisées, compromet encore davantage leur capacité à exiger des comptes et à plaider en faveur d'une inclusion équitable. Les données de l'ONU Femmes montrent que 19 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans, ce qui reflète les inégalités persistantes entre les sexes qui limitent l'éducation des filles et leur autonomisation à long terme.

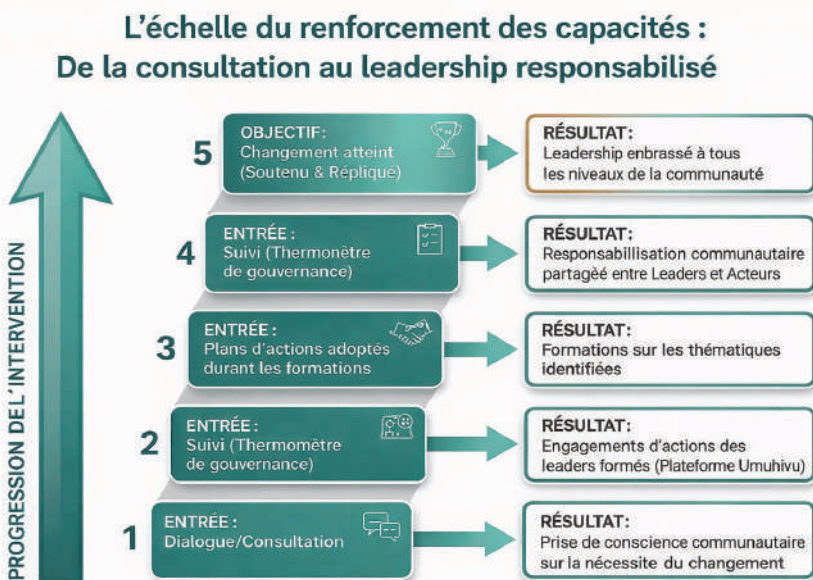
Dans le domaine de l'éducation, les taux de participation révèlent également des disparités : seuls 35,5 % des jeunes et des adultes âgés de 15 à 24 ans étaient inscrits dans un système d'éducation ou de formation formel ou non formel, la participation des femmes étant légèrement inférieure (33,8 %) à celle des hommes (37,8 %) (ADEA Knowledge Hub, 2023). Bien que des progrès aient été réalisés dans l'enseignement supérieur, les femmes représentant désormais 41,1 % des nouveaux inscrits à l'université (ONU Femmes Afrique, 2024), la parité entre les sexes reste difficile à atteindre dans tous les secteurs.

En réponse à ces inégalités et obstacles persistants, le Centre international des femmes

pour la paix (WIPC) a conçu et mis en œuvre des interventions inclusives de consolidation de la paix visant à transformer les conditions structurelles et sociales qui perpétuent l'exclusion. S'appuyant sur sa longue expérience dans la promotion du leadership des femmes et des processus de paix sensibles au genre, le Centre pour la paix a cherché à créer un environnement propice où les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés pourraient participer de manière significative à la gouvernance et à la consolidation de la paix. L'approche du WIPC mettait l'accent sur le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, l'amélioration de l'accès à l'information et aux outils de plaidoyer, et la promotion de cadres juridiques et politiques inclusifs qui garantissent l'égalité et la participation. En étroite collaboration avec les organisations de la société civile, les structures communautaires, les autorités locales et les médias, le WIPC a contribué à faire évoluer les normes sociales, à amplifier les voix marginalisées et à favoriser une culture de paix et d'inclusion tant au niveau communautaire que national.

3.2 Interventions en matière de renforcement des capacités. —————

Le renforcement des capacités par le biais de diverses Séances de formation, basées sur des données observées et partagées entre les partenaires, a été reconnu comme une pratique exemplaire tout au long des interventions. Ces formations ont abordé de manière stratégique les lacunes identifiées et ont suivi une approche évolutive, commençant par les conclusions des consultations à la base et du dialogue entre les partenaires, pour progresser vers l'objectif ultime d'un leadership renforcé à tous les niveaux.



La formation était participative et a contribué à renforcer le leadership communautaire inclusif. Les thèmes ont été identifiés sur la base des besoins exprimés ou des études menées, notamment une étude sur l'efficacité de la représentation des jeunes. Les formations ont également couvert des sujets tels que les résolutions 1325 et 2250 des Nations unies, la stratégie nationale sur la jeunesse, la paix et la sécurité, la responsabilité, le plaidoyer, le dialogue, etc.

Mais tout cela n'est pas suffisant. La principale leçon à retenir est que la formation seule ne suffit pas. Il existe un besoin évident de soutien continu par le biais de mécanismes de coaching, de mentorat et de responsabilité dans un cadre qui garantit un suivi continu de la gouvernance communautaire et des actions des organisations de la société civile (OSC) engagées dans la défense de l'égalité des sexes inclusive. En fin de compte, ce qui est nécessaire, ce n'est pas seulement une formation continue, mais aussi le partage d'expériences.

3.2.1 Séances de formation

Les Séances de formation organisées ont permis aux organisations bénéficiaires de renforcer leurs capacités dans plusieurs domaines clés : plaidoyer, leadership, positionnement stratégique, organisation interne et gouvernance, réseautage et mentorat des organisations de la société civile (OSC) communautaires. Ces Séances ont fourni une base solide pour un engagement plus efficace en faveur d'une gouvernance inclusive et du développement communautaire.

No	Catégorie	Objectifs/résultats attendus	Période
1.	Formation/renforcement des capacités des jeunes: Renforcer les capacités des jeunes (filles, garçons et groupes marginalisés) à plaider en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur la jeunesse, la paix et la sécurité (résolution 2250).	Le WIPC visait à : Diffuser largement la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NSYPS) dans tout le pays. Sensibiliser les jeunes à leurs droits et responsabilités en matière d'inclusion et de participation à la paix et au développement. Former les jeunes leaders à leur responsabilité de plaider en faveur de la mise en œuvre de la stratégie. L'initiative a été soutenue par le ministère de la Jeunesse et des Affaires de la CAE, qui a mis à disposition des hauts fonctionnaires pour animer les Séances de formation. Le WIPC prévoit de poursuivre cette initiative.	Décembre 2024 et août 2025.
2.	Formation des réseaux de femmes et de jeunes. L'architecture de la paix, de la sécurité et de la gouvernance au sein de l'Union africaine et des communautés régionales.	Renforcer les connaissances des réseaux de femmes et de jeunes sur l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et les mécanismes régionaux (MR), afin de permettre un plaidoyer plus efficace sur les questions de paix, de justice et de sécurité, en particulier en ce qui concerne l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et l'architecture africaine de gouvernance (AGA). Renforcer leur capacité à utiliser les mécanismes régionaux pour influencer les décideurs nationaux et locaux, en garantissant une plus grande participation des femmes et des jeunes dans les organes décisionnels.	Décembre 2022

No	Catégorie	Objectifs/résultats attendus	Période
3.	Formation sur le leadership Responsabilité, leadership, lobbying et plaidoyer.	Renforcer la capacité des organisations de la société civile (OSC), en particulier la plateforme Umuhivu, à contrôler la responsabilité par le biais du plaidoyer et du lobbying, en tirant parti du leadership accru des jeunes et des femmes pour promouvoir l'inclusion et la participation des femmes, des jeunes et des groupes les plus marginalisés.	Décembre 2022
4.	Formation à l'organisation et à la facilitation de dialogues communautaires, au plaidoyer participatif et au coaching.	Renforcer les capacités des membres de la plateforme Umuhivu à soutenir efficacement les femmes élues au niveau local et les jeunes leaders grâce au coaching et au plaidoyer participatif. Identifier les opportunités et les défis dans le contexte actuel. Définir des stratégies de soutien efficace adaptées aux besoins et aux réalités de ces dirigeants.	Août 2021

3.2.2 Autonomisation des jeunes pour le plaidoyer en faveur de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (résolution 2250)

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes, le WIPC a organisé quatre ateliers de formation et de sensibilisation au Burundi, axés sur la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (2024-2028) et son plan d'action, ainsi que sur la stratégie et le plan régionaux.



Le premier atelier s'est tenu à Bujumbura, du 10 au 12 octobre 2024, et un atelier régional a eu lieu en décembre 2024, avec la participation d'une dizaine d'organisations de la société civile (OSC). Les deuxième et troisième ateliers se sont tenus à Gitega et à Bujumbura, respectivement les 30 et 31 juillet 2025. Au total, 141 participants (67 femmes et 74 hommes), âgés de 18 à 39 ans, ont été formés à la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (2024-2028) et à son plan d'action.

Les ateliers ont été une source d'inspiration qui pourrait profiter à d'autres pays pour sensibiliser et partager des informations sur l'intégration des instruments nationaux, régionaux et internationaux. Ils ont fourni une occasion précieuse de plaider en faveur de l'inclusion des jeunes dans la prise de décision, de la reconnaissance du rôle des jeunes dans la prévention des conflits et la protection, de la participation active et de l'établissement de partenariats pour la mise en œuvre de la résolution 2250, ainsi que du désengagement des jeunes des conflits violents.

Le WIPC et l'AFRABU ont été les pionniers de la diffusion de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS) à travers ces ateliers, ainsi que par la production et la distribution de documents connexes. Ces documents ont été partagés pendant les Séances et officiellement remis au ministère chargé des affaires de la jeunesse.



M. Mbarubukeye Séverin, secrétaire permanent chargé de l'intégration du Burundi dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, au sein du ministère des Affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Jeunesse et des Sports, a déclaré que

“le Burundi accorde une grande importance à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, qu'il a transposée dans son droit national, ce qui a conduit à l'élaboration de la Politique nationale pour la paix et la sécurité des jeunes. Cette stratégie offre des opportunités aux jeunes grâce à ses cinq piliers : participation, prévention, protection, partenariat, désengagement et réintégration”

Le secrétaire permanent a exprimé sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de la stratégie nationale. Il a notamment remercié l'Association des femmes rapatriées du Burundi (AFRABU) et son partenaire WIPC, qui ont été les premiers à répondre à l'appel du ministère pour soutenir la diffusion et la promotion de la stratégie nationale pour la paix et la sécurité des jeunes au Burundi.

Extrait du rapport sur l' "Atelier pour la diffusion et la promotion de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS)" du 10 au 12 octobre 2024.

Le WIPC et l'AFRABU ont ouvert la voie à la poursuite d'initiatives de plaidoyer participatif visant à informer et à sensibiliser les principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la NYPS, tels que le gouvernement, le Conseil national de la jeunesse, les organisations de la société civile (OSC) et les partenaires gouvernementaux. Un exemple notable est la consultation du WIPC lors d'un atelier d'information et de sensibilisation organisé par des OSC à Gitega avec le soutien du FNUAP, où le consultant du WIPC basé au Burundi a été invité en tant qu'expert pour partager ses connaissances sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie.

Le WIPC est devenu un partenaire essentiel dans la mise en œuvre de la NYPS. Depuis 2024, il est régulièrement consulté pour des événements majeurs, notamment des rassemblements nationaux de haut niveau initiés par le président de la République. Un exemple en est la célébration de la Journée internationale de la jeunesse en 2024, qui s'est tenue sous le haut patronage du chef de l'État (Bujumbura, 12 août 2024), où le WIPC a joué un rôle clé dans l'organisation de l'événement et la participation des jeunes de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Au cours de la cérémonie, le chef de l'État a donné la parole au représentant de l' e de la jeunesse de la CAE soutenu par le WIPC.

'ambassadeur Rémy BARAMPAMA, directeur général chargé de la coordination des affaires politiques, sécuritaires, juridiques et de communication au ministère chargé de la jeunesse et des affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est, a déclaré que

“e Burundi avance résolument vers son objectif de devenir un pays émergent d'ici 2040 et un pays développé d'ici 2060. Depuis l'année dernière, le pays a adopté la Stratégie nationale pour la paix et la sécurité des jeunes, en référence à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 2015 sur le thème de la jeunesse, de la paix et de la sécurité. Ces deux instruments constituent un fondement essentiel pour l'avenir des jeunes”

L'ambassadeur a exprimé sa profonde gratitude à l'AFRABU et au WIPC pour avoir pris l'initiative de diffuser cette stratégie à la suite de la mise en œuvre de la loi n° 1/05 du 23 mars 2023 relative à la nouvelle division administrative du pays. Il a encouragé les jeunes à saisir toutes les opportunités qui s'offrent désormais à eux au niveau communal.

Extrait du rapport sur les ateliers organisés à Gitega et Bujumbura sur « la sensibilisation des jeunes à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité » (30 et 31 juillet 2025)

Les différentes Séances de formation sur la stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS) ont été organisées en partenariat avec le ministère chargé de la jeunesse et des affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Cette approche a également été appliquée à d'autres activités, telles que les missions de partage d'expériences, qui ont toujours impliqué le ministère du Genre et le ministère de l'Intérieur.

Les différentes Séances de formation sur la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS) ont été organisées en partenariat avec le ministère chargé de la Jeunesse et des Affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Cette approche a également été

appliquée à d'autres activités, telles que les missions de partage d'expériences, qui ont toujours impliqué le ministère du Genre et le ministère de l'Intérieur.

Ces ministères jouent un rôle essentiel dans la promotion de la participation civique des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Cette bonne pratique a permis au WIPC:

- ▶ **Se positionner au niveau national et au sein des communautés.** Toutes les activités nationales et locales ont été organisées en collaboration avec les ministères partenaires, en fonction des thèmes pertinents.
- ▶ **De gagner en légitimité et en visibilité auprès des principales parties prenantes** qui font avancer les programmes en faveur des femmes et des jeunes grâce à la localisation des résolutions 1325 et 2250. Cet objectif a été atteint dans un contexte parfois sensible, notamment en ce qui concerne la mobilisation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés pour la participation électorale et le leadership. En travaillant avec ces ministères clés et en partenariat avec l'AFRABU, le WIPC a été légitimé et invité à diriger des activités liées à la formation NYPS.
- ▶ **Créer des opportunités de communication et de visibilité** grâce à la couverture médiatique des ateliers de formation. Des reportages ont été réalisés et les réseaux sociaux ont couvert ces ateliers et d'autres événements tels que des cafés presse et des séminaires régionaux organisés au Burundi.

Le positionnement stratégique et la légitimation nationale constituent une bonne pratique reproductible aux niveaux national et régional. Cette approche mérite d'être soutenue afin d'améliorer la visibilité et l'impact du WIPC et de ses partenaires. Elle a permis au WIPC de progresser malgré certaines difficultés liées à son statut d'ONG internationale opérant de manière intermittente. Le partenariat avec l'AFRABU a été un atout précieux pour atteindre ce positionnement et cette légitimité.

Les ateliers sur la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS) se sont conclus par des engagements fermes de la part des participants à mettre en œuvre la stratégie et à plaider en faveur de son adoption auprès des principales parties prenantes. Des plans d'action ont été élaborés pour soutenir cette mise en œuvre, et ils méritent un soutien supplémentaire pour garantir leur exécution. Dans le cadre de ce processus, de nombreuses initiatives ont été lancées par des femmes, des jeunes et des personnes issues de groupes traditionnellement marginalisés.



Témoignage 1:

Mlle Fadette Munezero Membre de la salle
intersectorielle des jeunes entrepreneurs du Burundi

“Je fais partie des jeunes qui ont eu l'occasion de participer à l'atelier sur la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité. Cette formation a été une véritable révélation pour moi, notamment en ce qui concerne l'importance de la participation des jeunes et des femmes aux processus de paix, de sécurité et de développement. Elle m'a aidée à prendre conscience du rôle que je peux jouer au sein de ma communauté. Voici comment j'ai mis en pratique les enseignements tirés...”

1. Partager du contenu via les réseaux sociaux: après la formation, on nous a remis des documents contenant le texte intégral de la stratégie.

Une fois rentrée chez moi, je les ai lus et relus attentivement. J'ai découvert des informations essentielles qui sont souvent négligées par la plupart des jeunes. Sachant que les jeunes sont très actifs sur les réseaux sociaux, j'ai décidé de partager le contenu sur mon compte Facebook (fadettemunezero, suivi par 1,3 k abonnés). Les réactions ont été immédiates : de nombreux jeunes m'ont envoyé des messages pour en savoir plus, car la plupart d'entre eux n'étaient même pas au courant de l'existence de cette stratégie. Cela m'a encouragé à continuer à sensibiliser le public en ligne afin de toucher le plus grand nombre de personnes possible.

2. Organisation d'un atelier à l'université: Dans mon université, il existe un département dédié au leadership féminin. J'y organise un atelier de sensibilisation, au cours duquel je partagerai les enseignements tirés de la formation sur la stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité. Mon objectif est de transmettre ces connaissances à d'autres jeunes femmes afin qu'elles puissent, à leur tour, devenir des agents du changement.

3. Engagement auprès du COCAFEM YOUTH: Je suis également la personne de référence du COCAFEM YOUTH pour le programme "Femmes, paix et sécurité". Cette plateforme me donne accès à un réseau plus large, que j'ai l'intention d'utiliser pour diffuser largement le contenu de la stratégie et mobiliser les jeunes et les femmes autour de ces questions cruciales.

Les témoignages des participants aux ateliers sur la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (NYPS) ont révélé des effets étonnamment positifs. Ces ateliers ont complété les formations précédentes sur les résolutions 1325 (Femmes, paix et sécurité) et 2250 (Jeunesse, paix et sécurité) du Conseil de sécurité des Nations unies, renforçant ainsi les programmes en faveur des femmes et des jeunes dans le domaine de la consolidation de la paix et de la sécurité.



Témoignage 2:

Témoignage de Grace Nduwimana, présidente de l'association ASBL DUKINGIRE AMASHAMBA.

"À la suite de la séance de débriefing, nous avons investi dans la protection de l'environnement en créant une association de femmes, l'ASBL DUKINGIRE AMASHAMBA, dédiée à la sauvegarde de la réserve naturelle de Kibira. Notre association compte vingt femmes et cinq hommes. Nous nous concentrons principalement sur le maintien des limites de la réserve naturelle de Bururi. Nous effectuons des patrouilles en collaboration avec les gardes forestiers et menons des campagnes de sensibilisation post-communautaires afin d'éduquer la population sur l'importance de protéger la forêt de Bururi."

"Aujourd'hui, le risque de feux de brousse dévastateurs a diminué. La population locale est désormais mieux informée et consciente des limites de la zone forestière, ce qui contribue à prévenir l'empiètement des activités agricoles, d'autant plus que l'excuse des limites floues ne peut plus être utilisée."

"L'impact de notre association est désormais reconnu, et l'organisme national chargé de la protection des réserves naturelles du Burundi nous a accordé une compensation financière à titre d'encouragement. Ce soutien nous a permis de mettre en place un système d'épargne et de crédit qui nous aide progressivement à devenir autonomes."

"Nous avons également développé des programmes d'accompagnement pour les communautés vivant à proximité de la forêt, ce qui a abouti à la création de huit associations supplémentaires dédiées à la protection de la forêt. Il s'agit là d'une extension directe de l'impact des Séances de formation que nous avons reçues, qui a permis d'augmenter le nombre de bénéficiaires."

3.2.3 Ateliers de formation sur la responsabilité, le leadership, le lobbying et le plaidoyer

Une série d'ateliers de formation sur l'organisation et la facilitation du dialogue ont été organisés en août et septembre 2021 dans les sept provinces où le WIPC est intervenu. Ces Séances s'adressaient aux membres de la plateforme "Umuhivu w'imboneza", qui se sont engagés à plaider auprès des élus pour garantir l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes traditionnellement marginalisés dans les programmes publics afin que ces groupes puissent participer aux instances décisionnelles.

Le dialogue communautaire au niveau des collines est une approche participative qui encourage la libre expression et permet à tous les groupes sociaux et politiques de participer de manière inclusive à la vie de la colline ou de la commune. Ce dialogue au niveau des collines représente une forme d'engagement civique et d'intervention collective visant à transformer les communautés sans laisser personne de côté (LNOB), conformément aux objectifs de développement durable (ODD) 5 et 16.

Le dialogue communautaire s'est imposé comme une bonne pratique reproductible, applicable dans tout le Burundi et adaptable à d'autres pays. Un guide de facilitation a été fourni aux participants afin de les aider à organiser de futures Séances de dialogue.

Cette formation s'appuyait sur une série d'ateliers organisés en 2021 et axés sur le leadership, le coaching, le mentorat et le plaidoyer. La nouvelle formation a été conçue pour compléter et renforcer ces efforts antérieurs.

La dernière session s'est déroulée du 14 au 16 décembre 2022 à Bujumbura (à l'hôtel Le Chandelier) et a réuni une trentaine (30) de participants issus de 15 organisations de la société civile représentant les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés au Burundi. La formation visait à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC)

engagées dans la défense d'une gouvernance locale inclusive. Elle visait également à renforcer la localisation des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, en améliorant le leadership, l'appropriation et la participation communautaire afin de favoriser, à terme, la paix sociale et la coexistence pacifique.

3.2.4 Formation des organisations communautaires et des réseaux partenaires sur la responsabilité et l'architecture de l'Union africaine (UA).

La formation a porté sur deux thèmes clés : la responsabilité et l'architecture de l'Union africaine (UA). La localisation des résolutions 1325 et 2250 est une stratégie communautaire ascendante fondée sur le principe selon lequel l'appropriation et la participation locales permettent un plaidoyer efficace. Cette approche permet de relayer les préoccupations de la base aux niveaux stratégiques, en veillant à ce que les politiques et programmes publics soient mis en œuvre de manière à refléter les priorités réelles des membres de la communauté.

Ces bénéficiaires s'appuient sur des outils et des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour faire valoir leurs droits et mener des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes. La maîtrise de ces instruments est essentielle pour un engagement et un impact significatifs.

Dans cet esprit, l'atelier sur l'architecture de l'Union africaine a été organisé afin de renforcer les connaissances des réseaux de femmes et de jeunes sur l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et les mécanismes régionaux (MR). L'objectif était de renforcer leur engagement dans le plaidoyer autour des questions de paix, de justice et de sécurité. Il visait également à renforcer leur capacité à tirer efficacement parti de ces structures afin d'influencer les décideurs nationaux et locaux et de garantir une plus grande participation des femmes et des jeunes dans les organes décisionnels.

La deuxième phase de l'atelier s'est concentrée spécifiquement sur la responsabilité, avec pour objectif de renforcer les compétences des participants en matière de leadership, de plaidoyer et de lobbying. Ils ont été formés aux processus d'élaboration des politiques publiques, à l'évaluation des responsabilités, à la gouvernance et communautaire.



L'ambassadeur Serge Karonkano animant la session de formation sur l'architecture de l'Union africaine



Participants à l'atelier sur la responsabilité

politiques (à l'aide du "thermomètre de la responsabilité") au leadership au service du développement

Les participants ont renforcé leurs capacités en matière de responsabilité, de leadership, de lobbying et de plaidoyer. Ces thèmes ont consolidé les connaissances acquises lors des formations précédentes. En termes d'impact, ils sont transversaux et des témoignages devraient émerger à tous les niveaux.



Professor Elias Sentamba delivering his lecture on accountability.



Témoignage 3: NSHIMIRIMANA Joséphine, présidente de l'association des personnes handicapées de la commune de Kayokwe, province de Mwaro.

Elle témoigne des progrès réalisés en matière de leadership, de lobbying et de plaidoyer grâce à la formation sur la responsabilité et l'architecture de l'UA.

La société a souvent tendance à mépriser les personnes handicapées, et ce rejet affecte profondément notre estime de soi. Un jour, cependant, les femmes de la plateforme Umuhivu W'imboneza m'ont montré que malgré mon handicap, il est possible de réaliser de grandes choses. Elles m'ont également aidée à comprendre que j'ai non seulement le droit de voter, mais aussi de me présenter à des postes décisionnels pour représenter ma communauté.

"Grâce à la formation sur la responsabilité et l'architecture de l'Union africaine, j'ai pu défendre mes droits et ceux des autres. J'ai appliqué les techniques de lobbying que j'ai apprises au service de la communauté des personnes handicapées. Voici quelques exemples:"

- 1.** J'ai voté comme tout le monde et je me suis également présentée à des postes de direction au sein de l'Association du Forum des femmes et du Comité des droits de l'enfant.
- 2.** J'ai plaidé au sein de l'association IPHB pour réintégrer le groupe de personnes handicapées que je dirige, afin de renforcer nos liens et de rester informés des questions qui nous concernent.
- 3.** J'ai sensibilisé d'autres personnes handicapées, ainsi que des mères d'enfants handicapés, à l'importance de l'éducation. Je les ai encouragées à envoyer leurs enfants à l'école.
- 4.** J'ai fait pression sur les directeurs de plusieurs centres spécialisés qui s'occupent d'enfants handicapés, les exhortant à fournir des services adaptés aux besoins spécifiques des enfants.

Résultats obtenus grâce aux efforts de plaidoyer:

- La communauté m'a accordé sa confiance et j'ai été élue vice-présidente de l'association du Forum des femmes de ma localité.

J'ai également été élue présidente du Comité des droits de l'enfant.

- Une fois de plus, j'ai présenté ma candidature aux élections de 2025 pour le poste de présidente du Forum des femmes.

- J'ai réussi à réintégrer le groupe de personnes handicapées que je dirige dans l'association IPHB, renforçant ainsi nos liens avec d'autres groupes.

- J'ai réussi à orienter 20 enfants vers des centres spécialisés (Kumutwenzi, OPR Bene Terezia et ODAGE) afin qu'ils puissent bénéficier d'une éducation et d'un accès à des services adaptés à leurs besoins.



Témoignage 4: Témoignage de Chantal Nibigira, province de Mwaro

"J'étais une personne très timide, sans estime de moi, car je n'avais jamais eu la chance d'aller à l'école. Je dépendais entièrement de mon mari pour mes besoins personnels. Mais un jour, les femmes de l'UMUHIVU m'ont appris comment je pouvais commencer à gagner un peu d'argent par moi-même en m'associant à d'autres femmes. J'ai essayé et j'ai rejoint la coopérative ADL DUFASHANYE."

"Aujourd'hui, je peux acheter des fournitures scolaires et des uniformes pour mes enfants. Je peux aussi m'acheter des vêtements et je contribue désormais à la subsistance de ma famille grâce aux revenus que je tire de la coopérative. On nous a également montré qu'en tant que femmes, nous avons le droit et la capacité de nous présenter à divers comités pour représenter notre communauté."

"J'ai franchi le pas et présenté ma candidature. Je suis désormais l'une des conseillères notables de Bisha Hill. Pour les élections de 2025, trois membres de notre coopérative se présentent : moi-même au poste de conseillère notable, et deux autres à des postes de conseillères communales."

"Je suis profondément reconnaissante du soutien que j'ai reçu. Il m'a aidée à reprendre confiance en moi et à développer une estime de moi que je n'avais jamais eue auparavant."



Témoignage 5: NZEYIMANA Christian, président de l'association NTUNKUMIRE (Personnes vivant avec un handicap)

"Grâce à cette formation, j'ai beaucoup appris alors qu'avant, je ne savais pas comment défendre mes propres intérêts ni ceux des autres. J'ai mis en pratique mes nouvelles connaissances pour mener des actions de plaidoyer et mieux organiser notre association, et les résultats parlent d'eux-mêmes :"

1. Nous avons établi des points focaux pour notre association "NTUNKUMIRE" dans les six communes de l'ancienne province de Bururi.
2. J'ai défendu la cause d'une enseignante handicapée nommée Nelly BIZIMANA, qui avait été affectée à un poste loin de son domicile. Elle a gagné son procès et a été réaffectée plus près de son domicile.
3. J'ai défendu Emmanuel, un homme de la commune de Songa (zone de Kiryama), qui a perdu ses jambes dans un accident de la route en 1994. Il ne disposait pas des documents nécessaires pour prouver son indigence, ce qui était requis pour bénéficier d'une aide médicale du ministère de la Solidarité. Les fonctionnaires locaux exigeaient des pots-de-vin pour délivrer le certificat. Après notre intervention, la procédure a été normalisée et il est maintenant sur le point d'obtenir le certificat.
4. J'ai fait pression sur la Direction provinciale de l'éducation (DPE) pour que toutes les écoles soient équipées de latrines adaptées aux élèves handicapés. La DPE a répondu favorablement et s'est engagée à soumettre la question au ministère de l'Éducation.
5. J'ai lancé un appel similaire dans le système pénitentiaire, plaidant en faveur d'installations sanitaires accessibles aux détenus handicapés. Les directeurs de prison ont répondu favorablement, mais la mise en œuvre est toujours en attente.

"Il y a eu de réels changements dans ma communauté. Personnellement, j'ai été élu chef de quartier il y a trois ans, grâce à la formation et au coaching en leadership transformateur que j'ai reçus. En partageant mon expérience, j'ai constaté plusieurs évolutions positives:"

- Notre communauté de personnes handicapées commence à prendre conscience que nous avons aussi des droits. Je reçois de plus en plus d'appels de personnes qui estiment que leurs droits ont été bafoués, et ensemble, nous agissons pour les défendre. Cela marque un véritable changement par rapport à avant, où nous nous sentions marginalisés et restions souvent silencieux
- Bien que la société ait tendance à croire que les personnes handicapées ne peuvent pas représenter les autres, j'ai une nouvelle fois présenté ma candidature au poste de chef de quartier. J'espère que cette initiative sensibilisera ma communauté. Parallèlement, notre association poursuit son combat en encourageant nos frères et sœurs à aller à l'école, à voter et à se présenter aux élections.

En conclusion, la formation sur la responsabilité, le leadership, le lobbying et la défense des droits a donné aux bénéficiaires les moyens d'agir et a eu un impact positif sur la société burundaise en favorisant:

- ▶ **La participation civique à la gouvernance locale:** les participants sont désormais mieux informés, plus responsables et s'engagent activement dans le suivi et l'évaluation des affaires publiques qui les concernent, eux et leurs communautés. Ils se sont engagés à participer davantage et à rendre des comptes, tout en assumant la responsabilité de leurs propres engagements.
- ▶ **Le plaidoyer en faveur de la transparence dans la gestion publique:** la formation a initié ou renforcé une culture de transparence et de responsabilité mutuelle entre les associations, les communautés et les partenaires. Cela a renforcé la crédibilité et la légitimité des institutions locales élues et des dirigeants de la société civile.
- ▶ **Le renforcement des performances au niveau communautaire:** en s'appuyant sur les formations précédentes, les participants ont acquis de nouvelles compétences pour exiger la responsabilité et la mettre en pratique eux-mêmes. Cela a renforcé les capacités locales et amélioré leur crédibilité auprès des communautés bénéficiaires et des administrations territoriales. Les responsables locaux l'ont reconnu et ont demandé au WIPC et à l'AFRABU de continuer à soutenir les membres du PF Umuhivu afin de reproduire la formation à plus grande échelle, y compris auprès des nouveaux élus.
- ▶ **Approfondir les connaissances en matière de leadership pour l'impact des projets:** l'intégration de la responsabilité dans les projets et les organisations de la société civile les a rendus plus réactifs aux besoins concrets et réalistes des communautés. Cela a amélioré la gouvernance et les a positionnés comme des modèles crédibles pour la communauté, comme l'ont confirmé les membres du PF Umuhivu et les administrateurs locaux.
- ▶ **Durabilité des initiatives du projet:** le renforcement des formations précédentes par des Séances axées sur la responsabilité a rendu les initiatives du WIPC plus durables en institutionnalisant les pratiques de suivi et de reporting. Ces acquis sont désormais plus durables et reproductibles dans d'autres contextes.
- ▶ **Renforcement du leadership pour les élections locales de 2025:** le leadership développé grâce à ces formations, en particulier en matière de responsabilité et de plaidoyer, renforcera la participation civique pendant la période des institutions locales nouvellement élues en 2025. Les personnes formées seront appelées à jouer un rôle essentiel dans le soutien aux nouveaux dirigeants locaux.

Dans l'ensemble, la formation à la responsabilisation a contribué à instaurer la confiance, à améliorer la gouvernance locale et à garantir des résultats durables, ce qui la rend évolutive et durable.

3.3 Échanges d'expériences Sud-Sud

Au total, 26 bénéficiaires ciblés ont participé à une série de visites d'apprentissage et d'échange organisées au Rwanda, en Casamance (Sénégal) et en Ouganda. Parmi les participants figuraient des femmes et des jeunes leaders, des membres de groupes marginalisés et des fonctionnaires chargés des questions de genre et de l'administration territoriale. Ces échanges ont constitué une occasion inestimable de compléter les Séances de formation précédemment dispensées dans le cadre des programmes du WIPC.

Les visites d'échange avaient pour but d'élargir les perspectives des participants en les exposant à diverses expériences et bonnes pratiques en matière de consolidation de la paix, de gouvernance et d'égalité des sexes. Pour de nombreux participants, cela a été l'occasion de dépasser les limites locales et d'acquérir des connaissances pratiques sur la manière dont des défis similaires sont relevés dans d'autres contextes. Cette approche fait écho à la sagesse du proverbe burundais « Akanyoni katagurutse ntikamenya iyo bweze », qui signifie littéralement « l'oiseau qui ne vole pas ne saura jamais où la récolte est mûre ». Inspiré par cette philosophie, le Centre international des femmes pour la paix a facilité les missions d'étude au Rwanda et en Casamance au Sénégal en 2021 et 2022, favorisant l'apprentissage entre pairs, la solidarité transfrontalière et un engagement renouvelé en faveur d'une consolidation inclusive de la paix au Burundi.

Ces visites d'apprentissage et d'échange ont donné lieu à plusieurs résultats importants. Les participants ont acquis des connaissances pratiques et des approches innovantes pour promouvoir la gouvernance inclusive, le leadership des femmes et la consolidation de la paix au niveau communautaire. Le fait d'être exposés à différents contextes les a aidés à identifier des stratégies pour surmonter les obstacles sociaux et institutionnels, en particulier ceux qui touchent les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés. Les échanges ont également favorisé la mise en réseau et la collaboration entre les participants, leur permettant de partager leurs expériences, leurs bonnes pratiques et les enseignements tirés au-delà des frontières. Il est important de noter que ces visites ont renforcé la confiance et la motivation des participants à mettre en œuvre des initiatives similaires dans leurs communautés, contribuant ainsi à des interventions plus éclairées, inclusives et efficaces du Centre international des femmes pour la paix au Burundi.

Apprendre des autres pays Une meilleure pratique mondiale Pour surmonter l'ignorance et favoriser la croissance, il est essentiel de tirer les leçons de l'expérience d'autres nations. Ce principe est magnifiquement illustré par le proverbe burundais : « Akanyoni katagurutse ntikamenya iyo bweze – “L'oiseau qui ne vole pas ne saura jamais où la récolte est mûre”.

Le WIPC a pleinement compris ce défi et a aidé l'AFRABU à mobiliser les membres de la plateforme Umuhivu w'Imboneza (PF) et d'autres partenaires publics afin qu'ils tirent les leçons des expériences d'autres pays.

Dans le cadre de cet engagement, des missions d'étude ont été organisées au Sénégal et au Rwanda pour les partenaires gouvernementaux et de la société civile. Ces visites d'échange international ont été soigneusement choisies pour leurs contributions uniques:

- **Sénégal:** reconnu pour sa forte tradition de participation des femmes à la consolidation de la paix.
- **Rwanda:** connu pour sa remarquable résilience et ses initiatives d'inclusion sociale menées par des femmes, en particulier après le génocide de 1994 contre les Tutsis.

3.3.1 Visite d'échange en Casamance au Sénégal

- ▶ Délégation burundaise : 10 participants (2 hommes et 8 femmes) : 1 haut fonctionnaire du ministère de la Solidarité nationale, gouverneur de la province de Karusi, 3 représentants de l'AFRABU, 1 représentant du Forum national des femmes (FNF), 1 représentant de l'association locale « NTARAMBIRWA », 1 femme autochtone de la communauté Mutwa, 2 femmes leaders de la plateforme « Umuhivu w'Imboneza » représentant les provinces de Mwaro et Bururi.
- ▶ Participants non burundais : 2 femmes du WIPC basé à Kampala et la coordinatrice du programme du WIPC en République démocratique du Congo.
- ▶ Participantes sénégalaises : la présidente de la Plateforme pour la paix en Casamance 12 femmes représentant les organisations membres de la plateforme.

La mission a considérablement enrichi l'expérience des femmes leaders burundaises et de leurs homologues d'autres pays. Elle a favorisé la solidarité entre les femmes pour la consolidation de la paix et a contribué à renforcer leur participation active à la gouvernance et à la consolidation de la paix.



Témoignage 6: Mme Philomène NDAYISABA

Au cours de notre mission en Casamance, nous avons observé que les femmes qui avaient subi des violences sexuelles ou des blessures liées à la guerre étaient placées dans des centres spécialisés où elles recevaient un soutien psychologique et d'autres formes d'aide. Elles étaient également organisées en associations. Cette pratique nous a profondément inspirées et nous travaillons actuellement à la mise en place d'initiatives similaires au Burundi.

Après avoir partagé les conclusions de la mission avec les autres membres de la plateforme Umuhivu, et malgré nos ressources limitées, nous avons pris plusieurs initiatives:

1. Sensibilisation des survivantes: nous avons sensibilisé les femmes et les filles victimes de violences sexuelles, en les encourageant à ne pas rester silencieuses par peur ou par honte, comme c'était traditionnellement le cas.
2. Orientation vers des services de soutien : connaissant les organisations qui se consacrent au soutien des survivantes, nous avons orienté les victimes sensibilisées vers des centres de soins, notamment le CAFOB, pour un suivi médical et psychologique.
3. Accès à la justice : nous avons encouragé les femmes et les filles à demander justice et à solliciter une indemnisation. Pour celles qui n'avaient pas les moyens financiers, nous les avons orientées vers le Barreau de Bujumbura, partenaire du projet Just Future, qui leur a fourni une représentation juridique.

Je peux affirmer avec certitude que ces échanges ont renforcé notre capacité à participer activement aux processus de bonne gouvernance et de consolidation de la paix. Au sein de ces associations, après les séances de travail communautaire, la parole est systématiquement donnée aux femmes leaders. Cela leur permet d'exprimer leurs idées, de partager leurs expériences et de contribuer de manière significative à la prise de décision collective.

3.3.2 Visite d'échange au Rwanda ; Leadership des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés

Au total, 14 participants ont pris part à la mission, représentant un groupe diversifié et inclusif: Plateforme Umuhivu (PF): 2 représentants de chaque province participante AFRABU: 4 représentants, CORDAID: 1 représentant, WIPC: 3 représentants, dont 2 du Rwanda et 1 du Burundi. La mission d'apprentissage au Rwanda s'est avérée être une véritable école d'innovation, très appréciée par tous les participants. Elle a permis d'acquérir des connaissances précieuses sur les initiatives innovantes, la résilience, l'excellence organisationnelle, le plaidoyer et la mobilisation des ressources. Les participants ont visité quatre organisations remarquables:

- Réseau des Femmes Œuvrant pour le Développement Rural
- Famille Dorcas Consolation (DCF)
- Centre d'opportunités pour les femmes d'Urugo (WOC)
- Organisation DUHOZANYE

Ces associations, qui n'avaient au départ guère plus que leur capital intellectuel, ont créé de toutes pièces des entreprises sociales aux multiples facettes. Au cours des visites, les participants ont été frappés par la remarquable capacité organisationnelle de ces ONG rwandaises et par le parcours transformationnel qu'elles ont accompli.

Après des débuts modestes, ces organisations sont progressivement devenues de puissants moteurs de changement social et économique, plaçant la mission sociale au cœur de chacune de leurs actions. Aujourd'hui, elles sont la preuve vivante qu'avec une vision, de la résilience et de la solidarité, des initiatives modestes peuvent évoluer vers des institutions influentes qui améliorent les communautés et inspirent d'autres initiatives régionales similaires:

a) Réseau des femmes travaillant pour le développement rural.



Le Réseau des femmes travaillant pour le développement rural (RFDR) est la première organisation au Rwanda à avoir une portée nationale. Il a été fondé en 1986 avec pour mission de promouvoir le statut des femmes rwandaises. Le RFDR est une organisation à but non lucratif.

Depuis sa création, le RFDR a apporté une contribution significative aux domaines suivants:

- Promouvoir l'éducation des femmes rurales
- Soutenir la participation des femmes aux postes décisionnels
- Lutter contre la violence sexiste (GBV) par un plaidoyer soutenu et la diffusion de cadres juridiques qui protègent les femmes

Sa vision est celle d'une société où les femmes et les hommes jouissent de droits égaux et contribuent de manière égale au développement durable du pays.

b) Dorcas Consolation Family (DCF)



Dorcas Consolation Family (DCF) est une organisation qui s'engage à donner de l'espoir, une éducation et des opportunités aux femmes. Sa fondatrice, Madame Ketsia Kabanyana, a été profondément marquée par son enfance en République démocratique du Congo, où elle est devenue orpheline à l'âge de sept ans. Ses expériences difficiles l'ont inspirée à se donner une mission pour la vie : faire en sorte qu'aucune fille ou femme ne subisse les mêmes souffrances.

Animée par cette vision, elle a créé la DCF afin d'aider les familles rurales vulnérables. Comme le souligne Mme Kabanyana :

“Nous accompagnons les familles rurales vulnérables en investissant dans le développement durable afin de les autonomiser, car nous croyons que lorsque les femmes ont de l'espoir, une éducation et des opportunités, les familles s'épanouissent et les communautés prospèrent.”

“Girls’ Rooms” : une pratique innovante et efficace inspirée par DCF

L'une des pratiques les plus innovantes et les plus impressionnantes apprises auprès de Dorcas Consolation Family (DCF) pendant la mission était le concept des « chambres pour filles », des espaces sûrs et dédiés conçus pour soutenir et autonomiser les jeunes filles.

Ce modèle a été rapidement mis à l'essai à notre retour de mission, ce qui témoigne de sa pertinence et de son adaptabilité. Cette initiative offre aux filles:

- Un environnement sûr où elles peuvent s'exprimer librement
- L'accès à des ressources éducatives et à un mentorat
- Un espace de soutien psychosocial et de solidarité entre pairs

En créant ces salles, les acteurs locaux au Burundi ont commencé à reproduire l'approche de DCF, offrant aux filles non seulement une protection, mais aussi de l'espoir, de la dignité et des opportunités, piliers essentiels pour renforcer leur résilience et leur leadership.



Témoignage 6:

NIMBONA Marie Gorethe : Directrice de l'ECOF RUBANGA dans la commune de MATANA

“Avant la visite d'échange d'expériences au Rwanda, je n'avais jamais entendu parler du concept de ‘salle des filles’. Lorsque cette pratique nous a été présentée, j'ai pris l'initiative d'en créer une dans mon école.

Nous avons formé les filles à la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables à partir de tissus disponibles localement. Nous avons également mis en place un système de mentors, des « tantes » pour les filles et des « oncles » pour les garçons, dont le rôle est de guider et de conseiller les élèves. Ces mentors apportent un soutien émotionnel et des conseils pratiques pour aider les jeunes à aborder des questions sensibles.

Avant cette initiative, les filles se sentaient exclues et honteuses pendant leurs règles. Si une fille tachait ses vêtements, elle était ridiculisée et souvent, elle ne retournait plus à l'école. Nous avons enregistré de nombreuses demandes de filles souhaitant quitter l'école pendant leurs règles, ce qui entraînait des allées et venues fréquentes à l'école et dans les rues. Grâce à la salle des filles, nous avons constaté des changements remarquables”:

1. Les filles disposent désormais d'un espace privé et digne pour se changer pendant leurs règles.
2. Les filles se déplacent moins entre l'école et la maison pendant la journée
3. Les demandes de sortie anticipée ou d'absence ont considérablement diminué.
4. Bien que je ne dispose pas de chiffres exacts, les résultats scolaires se sont améliorés. Les filles demandent désormais une courte pause lorsqu'elles en ont besoin et retournent en classe, contrairement à avant où elles partaient et ne revenaient pas.

c) Centre d'opportunités pour les femmes d'Urugo (WOC)



Women for Women Rwanda (WWR) est un centre communautaire multifonctionnel et une entreprise sociale qui se consacre à aider les femmes et les filles du Rwanda à briser le cycle de la pauvreté et à parvenir à une plus grande inclusion sociale. L'organisation leur donne les moyens de devenir plus autonomes sur le plan économique et social. Le centre propose: des formations dans le domaine de l'éducation et des droits juridiques, le développement de compétences professionnelles, des opportunités économiques et d'emploi pour les femmes et la communauté au sens large.

Afin de soutenir ses programmes d'éducation et de formation, WWR mène également des activités génératrices de revenus, notamment: hébergement, restaurant et bar, café, boutique d'artisanat, étals de marché, unité de production alimentaire, location d'espaces pour des réunions et des événements.

Témoignage 7: Nishimagizwe Régine UMUHIVU W'IMBONEZA, commune de Mugwi

“La mission d'échange d'expériences au Rwanda a été extrêmement précieuse pour nous, en particulier notre visite au Centre d'opportunités pour les femmes d'Urugo (WOC). Nous avons été impressionnés par l'ampleur de cette entreprise sociale et son impact dans la région.

Personnellement, j'ai été profondément émue par la façon dont les femmes autochtones Batwa sont intégrées au centre, où elles fabriquent des poteries à l'aide de techniques modernes et diversifient leurs produits en articles décoratifs magnifiquement conçus qui sont vendus dans tout le Rwanda. En revanche, dans nos communautés, les femmes Batwa travaillent toujours l'argile selon des méthodes séculaires.

La gestion de haut niveau et l'approche multisectorielle du centre m'ont inspirée. Cela m'a montré que nos activités génératrices de revenus (AGR) doivent suivre une voie similaire pour accélérer l'autonomisation des femmes. Cependant, nous sommes confrontés à des défis importants en raison de ressources limitées.

L'une des stratégies clés que nous avons apprises est l'importance de travailler collectivement, de mettre en commun les ressources et de s'organiser en groupes spécialisés pour atteindre les objectifs d'autonomisation. J'ai également été inspirée par l'initiative des personnes handicapées du centre, qui ont construit des installations sanitaires publiques inclusives accessibles à tous, y compris aux personnes handicapées, et qui en tirent des revenus. Cela m'a amenée à réfléchir: comment puis-je mettre en œuvre de telles activités au Burundi ? Nous

avons compris que le gouvernement rwandais apportait un soutien substantiel pour aider ces femmes à réaliser leurs objectifs.

Depuis ce jour, je me suis engagée à mettre en œuvre des initiatives similaires dans la commune de Mugina. J'ai lancé des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer, et j'ai mobilisé les jeunes pour former des coopératives agricoles et d'élevage. Grâce à ces efforts, 64 femmes ont présenté leur candidature aux élections locales, une réussite rendue possible par notre travail de sensibilisation."

d) Organisation Duhozanye: autonomiser les femmes grâce à la solidarité et au redressement



Duhozanye est une association dirigée par des femmes, fondée le 11 novembre 1994 par Madame Daphrose Mukarutamu, au lendemain du génocide de 1994 au Rwanda. L'organisation a été créée pour soutenir les veuves du génocide, en les aidant à trouver un soutien émotionnel et des opportunités de développement. Duhozanye se consacre à :

- L'autonomisation des femmes
- Promouvoir l'égalité des sexes
- Renforcer la solidarité entre les femmes

Duhozanye s'engage à soutenir les veuves et les orphelins touchés par le génocide de 1994 en leur fournissant un abri, de la nourriture et des opportunités de développement. L'organisation se concentre également sur l'autonomisation des femmes, leur permettant de participer activement au développement du pays, et encourage la réconciliation nationale. Duhozanye a joué un rôle central dans le processus de réconciliation au Rwanda en aidant les survivants du génocide à reconstruire leur vie avec dignité et espoir. Grâce à son travail, elle favorise la guérison, la solidarité et le développement inclusif.

a coordinatrice du Réseau des femmes travaillant pour le développement rural a souligné les raisons qui ont motivé le choix de DUHOZANYE comme l'une des principales organisations à visiter pendant la mission d'apprentissage. Elle a expliqué que les activités de DUHOZANYE sont étroitement alignées sur les principes de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, bien que l'organisation ait été créée avant l'adoption de cette résolution.

Fondée à une période critique où les Rwandais s'efforçaient de reconstruire leur pays après le génocide de 1994, DUHOZANYE a toujours incarné l'esprit de l'autonomisation des femmes, de la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale, ce qui en fait un modèle de résilience et de leadership au niveau local.



Extrait du rapport de la visite d'échange.

Les membres de la délégation en visite à l'organisation DUHOZANYE ont exprimé leur profonde admiration pour la remarquable résilience dont font preuve ses membres : La dernière activité de la mission d'apprentissage a été un atelier consacré à la réflexion et à l'échange, organisé à la fin du séjour de la délégation burundaise au Rwanda. Son objectif était d'approfondir le dialogue, de synthétiser les visites sur le terrain et de partager les idées entre tous les participants afin d'enrichir collectivement les connaissances. L'atelier a réuni 38 participants issus d'institutions publiques et d'organisations de la société civile (OSC). Il a permis de renforcer les enseignements tirés lors des visites sur le terrain avec les ONG rwandaises et leurs dirigeants, favorisant une meilleure compréhension des innovations locales et des pratiques de leadership.



Engagement positif des responsables rwandais dans le partage d'expériences

Nous avons été impressionnés par le niveau de collaboration entre les acteurs publics rwandais et les organisations de la société civile. » Les témoignages des responsables rwandais qui ont participé à l'atelier ont été particulièrement éclairants, notamment en ce qui concerne le soutien apporté aux OSC qui œuvrent pour l'autonomisation des femmes, les groupes marginalisés tels que les Batwa et la lutte contre la violence sexiste.

L'atelier s'est distingué comme un partage d'expériences transfrontalier, allant au-delà des interactions entre les OSC rwandaises et burundaises pour inclure des échanges significatifs avec des responsables gouvernementaux. Ces interactions ont permis aux autorités rwandaises de partager leurs points de vue et leurs stratégies avec la délégation burundaise.

La délégation burundaise s'est déclarée profondément satisfaite des connaissances acquises au cours de la mission et a apprécié l'opportunité d'apprendre de l'approche inclusive et collaborative du Rwanda. Pour tous les participants, cette visite a été une expérience d'apprentissage précieuse et un catalyseur pour de futures actions.


Témoignage 9:

RIRANKANYE Victoire, responsable de l'UMUHIVU W'IMBONEZA, province de Gitega

“Avant la mission d'apprentissage, je n'avais jamais entendu parler de ce type de salle. Mais une fois que j'ai compris son importance, j'ai su que je devais la mettre en place dans ma propre communauté. À notre retour au Burundi, nous avons réalisé que les lycéennes étaient confrontées à des difficultés similaires à celles observées au Rwanda. Pendant leurs règles, beaucoup souffrent d'inconfort, de gêne, voire de stigmatisation, ce qui affecte gravement leur concentration et leur assiduité scolaire. C'est une réalité silencieuse qui a de graves conséquences sur leur réussite scolaire.

Dans le cadre de la plateforme UMUHIVU W'IMBONEZA, nous avons organisé une séance de débriefing afin de partager les enseignements tirés de la mission avec tous les membres. Ensemble, nous avons lancé une campagne de sensibilisation auprès des directeurs de cinq internats de la commune de Mwaro : le Lycée Mwaro, l'École Les Mignons de Kibumbu, le Lycée Rumarantimba, l'ECOF Kibumbu et le Lycée Communal Kayokwe.

Nous les avons exhortés à créer des salles réservées aux filles dans leurs établissements. Nous avons également contacté le directeur provincial de l'éducation (DPA) pour l'encourager à promouvoir cette initiative dans d'autres écoles, en reconnaissant son rôle essentiel dans le soutien à l'éducation des filles.

Les résultats restent mitigés et ces salles ne sont pas encore largement mises en place. Cependant, le plaidoyer se poursuit, motivé par la conviction que des soins menstruels dignes sont essentiels à l'autonomisation des filles et à leur réussite scolaire.”

Ces missions d'apprentissage ont été très appréciées et ont souvent débouché sur de nouveaux partenariats avec des délégués d'autres pays. Comme en témoigne Anne-Marie, une participante de la province de Cibitoke vivant avec un handicap.


Témoignage 10:

Anne-Marie, participante venue de la province de Cibitoke, en visite en Zambie

J'ai eu l'occasion de participer à un programme de partage d'expériences en Zambie, où j'ai rencontré des femmes leaders de différents pays. À la suite de cet échange, nous avons créé un réseau de leadership féminin qui est depuis devenu une puissante plateforme de collaboration et de plaidoyer.

Grâce à ce réseau, j'ai pu défendre la cause d'une jeune Burundaise handicapée, dont l'état de santé ne pouvait être traité par les médecins au Burundi. Grâce aux relations et au soutien mobilisés par le réseau, nous avons réussi à organiser son voyage à l'étranger pour qu'elle puisse bénéficier d'un traitement spécialisé.

3.4 Réseautage et engagement communautaire ; débats radiophoniques et études ciblées

Une interaction harmonieuse entre toutes les approches est essentielle pour obtenir des résultats durables et pérennes. Il était nécessaire d'intégrer le réseautage à tous les niveaux, en impliquant à la fois les acteurs publics et communautaires, afin de promouvoir un plaidoyer inclusif et participatif.

Cette approche a élargi les espaces de dialogue et de communication entre les acteurs publics (organisations de la société civile et administration locale), les femmes, les jeunes leaders et les groupes marginalisés. Elle a favorisé un plaidoyer inclusif et participatif dans les processus décisionnels tant au niveau communautaire que stratégique. Le réseautage était non seulement stratégique, mais aussi opérationnel, renforçant la synergie entre toutes les parties prenantes, y compris les OSC, les organisations communautaires (OC) et les organes administratifs, afin de promouvoir un plaidoyer collectif impliquant les femmes, les jeunes, les groupes marginalisés et les acteurs locaux et nationaux concernés.

Cette approche a systématiquement intégré toutes les catégories de parties prenantes dans un cadre d'action unifié : les dirigeants communautaires, les OSC, les OBC, les autorités locales et les services techniques travaillant dans les communes et les communautés. Elle a donné lieu à des débats animés par des radios communautaires et à des Séances de dialogue régulières qui ont soutenu le plaidoyer en faveur d'un changement inclusif et sensible au genre. Les principaux résultats ont été l'identification conjointe de thèmes de plaidoyer, l'amélioration de la responsabilité et l'inclusion des priorités des groupes marginalisés dans certains plans de développement communal et processus électoraux.

L'inclusion de toutes les catégories d'acteurs à tous les niveaux s'est avérée particulièrement importante, car elle a permis de consolider les initiatives de plaidoyer dans un esprit participatif et consensuel. Cela a garanti la légitimité et l'appropriation collective des solutions, qui ont été soit co-crées, soit fondées sur les conclusions d'études ciblées. Les débats radiophoniques visaient à mobiliser les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés dans le processus électoral.

En 2024 et 2025, le WIPC, en collaboration avec l'AFRABU, a organisé des débats radiophoniques communautaires et des discussions dans des cafés-presse à Bujumbura, Mwaro et Rumonge, axés sur le processus électoral en cours. Ces débats radiophoniques ont joué un rôle crucial dans la promotion d'élections libres, transparentes et pacifiques. Ils ont constitué un outil puissant d'éducation électorale, informant les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés sur le processus électoral et l'importance de participer aux élections de 2025. En impliquant ces groupes de manière précoce et significative, les débats ont contribué à favoriser une participation éclairée.

Les débats radiophoniques ont contribué à : sensibiliser les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés à leurs droits et à leur rôle dans les élections, encourager leur participation active, y compris en se présentant aux élections, promouvoir le dialogue, la cohésion sociale et l'engagement communautaire.

Ces forums ont permis aux citoyens de partager leurs points de vue sur la participation électorale, d'engager un dialogue sur le processus électoral et de demander des éclaircissements sur les réformes administratives, tout en informant le grand public. Ces

débats ont joué un rôle essentiel dans : l'autonomisation des citoyens pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions et leurs préoccupations, la clarification des questions électorales afin de promouvoir un engagement éclairé et informé, la promotion de la participation des jeunes, des femmes et des groupes marginalisés, la promotion d'un dialogue ouvert et transparent, la contribution à un climat social pacifique et cohésif.



Débat au Press Café (6 mai 2025) : plaidoyer en faveur de l'inclusion des femmes dans les structures administratives décentralisées afin de discuter de l'importance d'intégrer les femmes dans les nouvelles structures administratives décentralisées au niveau communal.

Les débats organisés par les radios communautaires ont joué un rôle essentiel dans l'information des populations locales, notamment en raison de la proximité et de l'accessibilité de ces stations de radio. Les périodes électorales sont souvent propices à la propagation de fausses informations et de rumeurs, qui peuvent nuire à la confiance et à la participation du public. En faisant appel à des journalistes indépendants, ces débats organisés par les radios communautaires ont contribué à : Dissiper la désinformation et clarifier les faits



Témoignage 11: CONGERA Patric – Représentant provincial de l'UNIPROBA, Bururi

Grâce aux débats radiophoniques diffusés sur certaines stations, la communauté batwa a pris conscience de sa citoyenneté. Autrefois exclus du processus électoral, nous avons commencé à nous considérer comme des Burundais à part entière.

J'ai personnellement participé à une émission de radio à Rumonge, et après ce débat, j'ai trouvé la force de mobiliser et de sensibiliser les autres Batwa. En collaboration avec le point focal provincial de la plateforme UMUHIVU W'IMBONEZA, nous avons activement sensibilisé et encadré les femmes batwa afin qu'elles participent aux élections et se présentent aux élections, afin qu'elles puissent être représentées dans les instances décisionnelles.

Témoignage 12: Le directeur de la radio Eagle Sport FM, province de

“Pendant la campagne et la période électorale, nous avons utilisé nos émissions de radio pour sensibiliser les femmes, en les encourageant à participer activement aux élections et à briguer des postes au sein des organes décisionnels. Ces programmes ont eu un impact significatif dans notre communauté, mobilisant avec succès de nombreuses femmes pour qu'elles se présentent aux élections locales, en particulier en tant que notables des collines. Notre station de radio touche plus de 5 millions d'auditeurs et nous estimons qu'environ 200 000 personnes nous suivent depuis l'étranger, notamment depuis la Tanzanie et les pays occidentaux.

Patricia Nikuza, journaliste à CDN Ijwi rya Cibitoke, a déclaré, “ Nous menons des études de référence pour comprendre ce que nos auditeurs pensent de nos programmes. Grâce à nos émissions de sensibilisation, les femmes commencent à comprendre l'importance de l'autonomisation et de la participation civique. Elles sont donc plus nombreuses que les hommes à rejoindre des coopératives et des organes décisionnels. Grâce aux dialogues organisés par le WIPC et l'AFRABU, de nombreuses femmes ont trouvé le courage de se porter candidates et ont été élues avec succès aux conseils locaux. Ces programmes ont joué un rôle clé dans le changement des mentalités, en encourageant les femmes à assumer des rôles de leadership et à façonner activement leurs communautés..”

3.4.1 Études ciblées

Le WIPC a mené des études ciblées sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Le WIPC et l'AFRABU ont mené deux études ciblées axées sur:

1. La participation et l'efficacité de l'implication des jeunes dans les comités mixtes pour la paix et la sécurité humaine.
2. La mise en œuvre de la CEDAW, 30 ans après sa ratification par le gouvernement burundais.

La réalisation d'études ciblées sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés est une étape cruciale pour comprendre leurs réalités, leurs besoins spécifiques, leurs aspirations et les obstacles structurels et socioculturels auxquels ils sont confrontés. Ces études génèrent des données ventilées par sexe, âge, handicap et autres critères pertinents, qui éclairent la conception, la mise en œuvre et le suivi d'interventions inclusives et équitables.

Cette approche a pu être reproduite pour d'autres groupes ou thèmes clés afin d'influencer l'adoption de politiques et de stratégies, telles que la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (SN/JPS), qui a été adaptée, diffusée et est actuellement mise en œuvre dans le cadre d'ateliers dirigés par le WIPC.

De plus, ces études constituent un puissant outil de plaidoyer pour la mise en œuvre des engagements internationaux du Burundi en matière de droits des femmes, des jeunes et des populations marginalisées. Elles renforcent également la responsabilité en permettant de mener des actions de plaidoyer auprès des institutions chargées de respecter ces engagements.

Les principaux résultats de ces études sont les suivants:

- Attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité d'évaluer la CEDAW, trois décennies après sa ratification.
- Lancer l'élaboration, l'adoption et le déploiement de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité, avec la contribution active du WIPC à sa mise en œuvre.
- La mise en place d'une base factuelle et fondée sur des données permet une planification inclusive en fournissant des informations qui aident à concevoir des stratégies adaptées aux besoins réels des groupes ciblés, tels que les jeunes.
- Le renforcement du plaidoyer grâce à des données et des preuves vérifiées garantit que les études constituent des outils efficaces pour influencer les politiques publiques et promouvoir une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des populations marginalisées.

4.0 Conclusion, enseignements tirés et recommandations

Cette section présente une synthèse des principales conclusions tirées de la mise en œuvre des interventions du Centre international des femmes pour la paix (WIPC) en partenariat avec l'AFRABU. Elle résume les résultats globaux et l'impact du programme, met en évidence les enseignements essentiels tirés du processus de mise en œuvre et présente des recommandations concrètes pour soutenir et intensifier les initiatives inclusives de consolidation de la paix et de gouvernance au Burundi. Les réflexions présentées ici sont tirées des données recueillies sur le terrain, des commentaires des bénéficiaires et des expériences des partenaires documentées tout au long du cycle d'intervention.

4.1 Conclusion

Le partenariat entre le Centre international des femmes pour la paix (WIPC) et l'AFRABU a contribué de manière significative à faire progresser la gouvernance inclusive, l'égalité des sexes et la consolidation de la paix au Burundi. Grâce à une combinaison d'initiatives de renforcement des capacités, de formations en matière de plaidoyer, d'échanges Sud-Sud, de débats radiophoniques et d'études ciblées, les interventions ont permis aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés de s'engager de manière significative dans les processus de gouvernance et de paix.

Ces initiatives ont permis de s'attaquer aux obstacles structurels et socioculturels profondément enracinés qui ont historiquement limité la participation, en dotant les bénéficiaires de compétences en matière de leadership, de plaidoyer et de responsabilité. Les interventions ont également renforcé les liens entre les organisations de la société civile (OSC), les structures communautaires, les autorités locales et les médias, améliorant ainsi la collaboration et le plaidoyer fondé sur des données probantes.

Grâce à la diffusion de cadres politiques clés tels que la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (SN/JPS) et à la localisation des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, le projet a favorisé un dialogue inclusif et une action collective en faveur de la paix. Dans l'ensemble, les interventions du WIPC et de l'AFRABU ont établi une base solide pour une consolidation de la paix inclusive et durable au Burundi, où les femmes, les jeunes et les populations marginalisées sont autonomisés en tant que leaders et agents de la transformation sociale.

4.2 Leçons apprises

1. La participation inclusive renforce l'appropriation et la durabilité

La participation des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés, depuis la phase de planification jusqu'à celle de mise en œuvre, a favorisé l'appropriation et la responsabilisation au niveau local. Les communautés qui co-crée des initiatives font preuve d'un engagement plus fort en faveur de la pérennité des résultats.

2. Les partenariats et la collaboration amplifient l'impact

La collaboration stratégique entre les OSC, les réseaux communautaires, les autorités locales et les médias a amélioré les résultats des actions de plaidoyer et renforcé la légitimité des initiatives de consolidation de la paix.

3. Le renforcement des capacités se traduit par la confiance et l'action

Les formations au leadership et au plaidoyer ont permis aux participants d'acquérir les connaissances essentielles et la confiance nécessaires pour s'engager de manière significative dans les structures décisionnelles et de gouvernance communautaire.

4. Les approches contextuelles et sensibles à la culture renforcent l'efficacité

L'utilisation de proverbes locaux, de dialogues communautaires et de formats radiophoniques participatifs a accru l'acceptation et la pertinence des messages du projet dans les divers contextes culturels du Burundi.

5. Le plaidoyer fondé sur des données probantes influence les politiques

Des études ciblées sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés ont fourni des données crédibles pour le plaidoyer, permettant un dialogue éclairé avec les décideurs politiques et renforçant les mécanismes de responsabilité.

6. L'apprentissage entre pairs et les échanges transfrontaliers élargissent les perspectives

Les échanges Sud-Sud au Rwanda, en Casamance (Sénégal) et en Ouganda ont permis aux participants de découvrir des pratiques innovantes en matière de consolidation de la paix, favorisant la solidarité régionale et inspirant l'adaptation locale.

7. L'engagement des médias favorise la conscience civique et la cohésion sociale

Les débats radiophoniques communautaires et les cafés-rencontres avec la presse se sont avérés efficaces pour sensibiliser, favoriser le dialogue et encourager la participation pacifique aux processus électoraux.

8. Le mentorat continu garantit un impact durable

Le mentorat et le suivi après la formation ont été essentiels pour renforcer les compétences acquises, maintenir l'engagement et traduire les connaissances en résultats concrets en matière de plaidoyer et de leadership.

4.3 Principales recommandations

1. Renforcer le soutien institutionnel à une participation inclusive

Les ministères et les instances locales de gouvernance devraient institutionnaliser des mécanismes participatifs garantissant aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés une représentation active dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes.

2. Développer l'éducation civique et le développement du leadership

Développer les initiatives en matière de leadership, de plaidoyer et d'éducation civique afin d'atteindre les communautés rurales et défavorisées. L'éducation continue améliore les compétences civiques et renforce la gouvernance inclusive.

3. Soutenir l'engagement des jeunes dans les programmes de paix et de sécurité

Veiller à la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité (SN/JPS) en encourageant la participation des jeunes aux comités de paix, au leadership communautaire et aux processus électoraux, conformément à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies.

4. Institutionnaliser les programmes fondés sur des données probantes

Mener des études régulières et ventilées (par sexe, âge et handicap) afin d'éclairer les politiques et les programmes inclusifs. Les actions de plaidoyer fondées sur des données devraient guider les stratégies nationales et les actions locales.

5. Renforcer la coordination et le réseautage

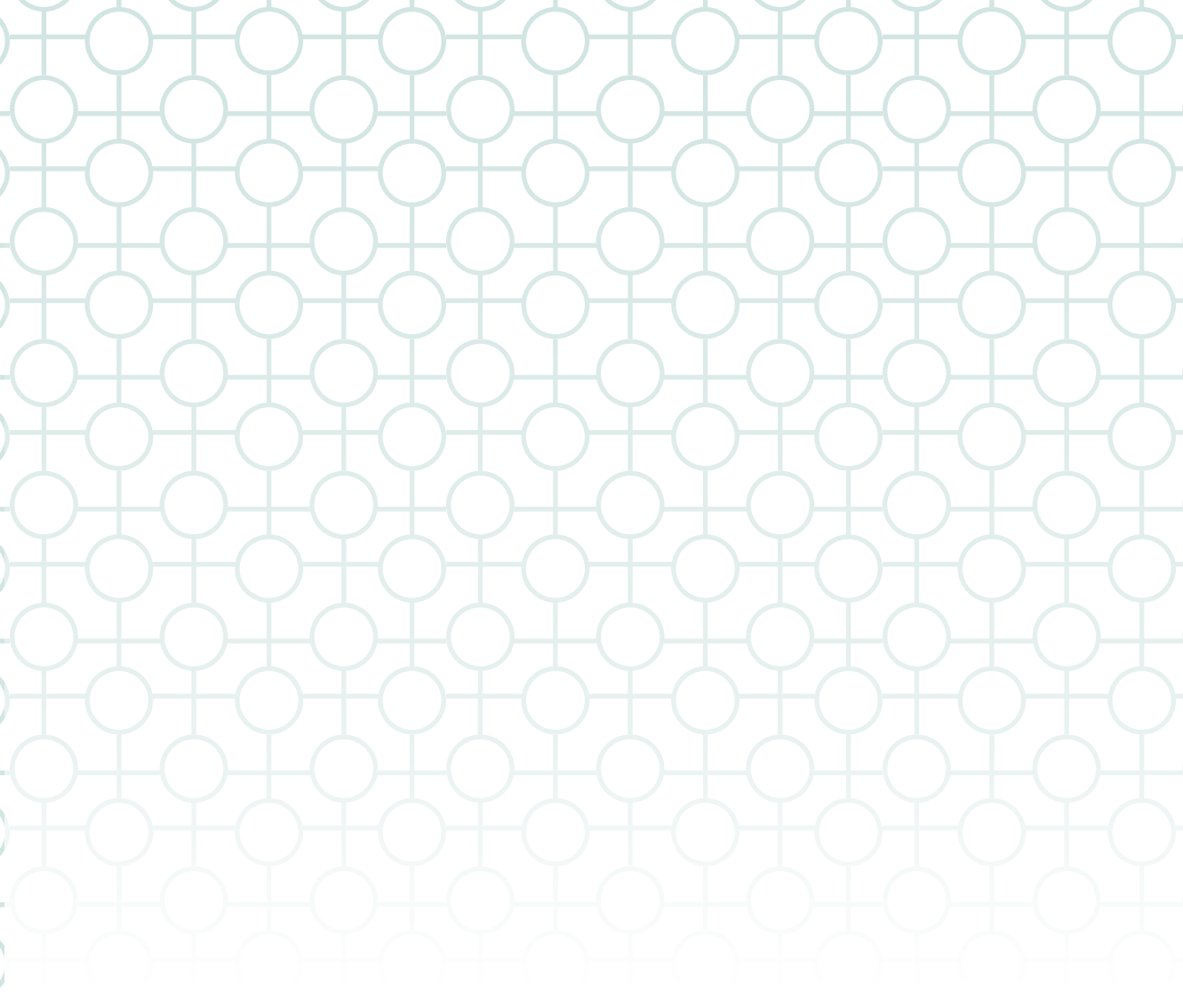
Promouvoir des partenariats plus solides entre les OSC, les organisations communautaires, les autorités locales et les acteurs des médias afin de soutenir les plateformes multipartites pour un dialogue inclusif et un engagement politique.

6. Promouvoir une participation électorale inclusive et pacifique

Institutionnaliser l'éducation civique et les forums de dialogue tels que les débats radiophoniques afin d'encourager la participation pacifique et éclairée des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés aux élections.

7. Mettre en place des systèmes participatifs de suivi et d'apprentissage

Développer des cadres solides de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) qui incluent la participation de la communauté afin d'évaluer l'impact, de documenter les enseignements tirés et d'orienter la programmation adaptative.



© Women's International Peace Centre, 2025
All Rights Reserved

Please direct all correspondence to:
Women's International Peace Centre
lot 1467, Church Road, Bulindo, Wakiso
P. O. Box 4934, Kampala, Uganda

Tel +256 414-698684

Email program@wipc.org

Web www.wipc.org